



ADVENIAT REGNUM TUUM
Nous vous recommandons comme notre Souverain Seigneur et Maître et comme Chef suprême de la Patrie française.

PARIS, VIII
5, rue Bayard, 5,
Téléphone : 514,36 — 524,45

LE GAZETTE

84, Grande-Rue, 84

LILLI
15, rue d'Angleterre, 15,
Téléphone : 672

Nous sommes très forts

Où donc ai-je lu ce vieux conte où un géant, fort comme un Turc, se laisse rosser à merci par un maigrelet d'adversaire aussi pauvre de force que riche d'audace ! Tout l'art de ce dernier est de persuader au colosse que lui, géant, est faible comme un enfant, sot, bête, malhumble ; tandis que lui, maigrelet, est la science, l'astuce, la vigueur même : « Ne résiste pas, lui crie-t-il, ou bien je te mets en chair à pâté au lieu de me contenter de te rosser à ma fantaisie. » Catholiques, ce géant, c'est nous. L'autre, c'est le maçon, et la bande qui marche avec lui. A force d'audace, il est arrivé à nous faire croire que nous n'avons ni force, ni intelligence, ni habileté suffisantes pour lui résister.

Et lors nous gémissons : « Nos élections seront mauvaises, nos dernières libertés sombreront, la France ira aux abîmes du socialisme... mais chut, ne les irritons pas... ils sont si forts, nous sommes si faibles ! »

Si faibles ! Ce mot me fait bondir. Mais c'est tout le contraire, nous sommes très forts, et il faut le savoir.

Très forts, parce que, s'il est beaucoup d'indifférents en France, il est très peu desectaires. 25 000 francs-maçons ! C'est-à-dire que cette poignée maigrelette à côté des millions d'hommes et de femmes catholiques pratiquants que nous sommes ? Je compte les femmes à dessein, car si elles ne maintiennent pas le vote, elles peuvent du moins l'aider singulièrement par leur influence, leur argent, leur dévouement. Même à ne prendre que les hommes, n'étions-nous pas 80 000 à Lourdes l'an dernier et ce n'était qu'une toute petite partie de nos forces.

Nous sommes très forts, parce que nous avons de l'argent, non pas les milliards de la finance ou du Trésor public ; mais nous en avons et nous savons le donner, nous l'avons prouvé en soutenant tant d'écoles, d'œuvres, de missions. Il s'agit donc uniquement d'employer à propos ce flot de ressources, de le diriger momentanément là où il est impérieusement nécessaire, aux caisses électorales.

Nous sommes très forts, parce que, malgré tout, on nous estime. On sait que si l'honnêteté de la vie, l'honorabilité de la fortune ne sont pas notre exclusif appât, ce sont des motivations nous qu'elles se rencontrent le plus souvent. Et voilà pourquoi nous avons l'influence de la vertu.

Nous donnons beaucoup, nous sommes charitables, généreux. Et c'est là encore une force, parce que c'est un élément d'influence.

Nous sommes très forts, parce que notre mentalité n'est pas, comme le disent nos adversaires, inférieure à la leur. Ils sont parvenus à nous faire croire à nous-mêmes que nous sommes des diminués de la pensée et des indigents de science.

Ah ! mille fois non. Les principes lumineux dont la foi baigne notre intelligence font de nous les vrais intelligents, comme les vrais moralisateurs du peuple. Regardez ces belles associations de jeunes gens chrétiens comme celles de la Jeunesse catholique, le *Sillon*, et tant d'autres. Quelle érudition dans leurs chartes, quelle fougue dans leur action, quel talent dans leurs conférences d'apôtres du bien ! Tous nous pouvons, plus ou moins, en faire autant.

Enfin nous sommes très forts, parce que nous sommes puissés à bout. Voilà vingt ans qu'on nous traite en parias. On nous fait payer des écoles où nous ne pouvons envoyer nos enfants, des hôpitaux où l'on prive nos coreligionnaires des soins des religieuses et de l'assistance des aumôniers. Il suffit d'être catholique pour que les magistrats se permettent tout à notre égard. On interdit nos processions, alors qu'on autorise les manifestations injurieuses de la libre pensée. On nous menace de supprimer dans le budget des cultes et de mettre à notre charge une dette que doit l'Etat, à raison de la spoliation de l'Eglise à la fin du XVIII^e siècle. On chasse enfin nos religieux et religieuses, ou on les

soumet à un odieux régime d'exception. Or, des hommes d'exception poussés à bout ont une force irrésistible, celle du désespoir actif. — Voyez les Boers !

Catholiques, voilà vos forces : elles sont immenses, n'allez-vous pas en user ? Ah ! j'oubliais de finir mon histoire de géant. Un jour, celui-ci regarda ses bras musculeux, où les veines puissantes faisaient saillie comme des branches de vieux lierre sur l'écorce d'un chêne. Puis il contempla le maigrelet qui, dressé sur ses ergots, s'apprêtait à le rosser de nouveau. Le géant sourit, abattit son énorme poing sur l'avorton, et vécut libre.

Catholiques, ce n'est pas la force qui vous manque ; déployez-la donc pour préparer les élections, non pas seuls, mais unis à tous les honnêtes gens. Nous avons besoin d'eux, mais ils ont besoin de nous ; et certes, notre appoint n'est pas négligeable. Car, je le répète, nous sommes une grande force. Mais sachons la mettre en œuvre.

M. L.

GAZETTE DU JOUR

LES IDÉES DE M. MERLOU
Les circonstances font souvent les grands hommes, et tel grand esprit fut resté à jamais inconnu ou méconnu si le hasard ne lui eût donné soudain l'occasion de répandre autour de lui des trésors de lumière.

C'est le cas de M. Merlou. Ce parlementaire, obscur jusqu'ici, recélaît cependant en son crâne de vastes pensées. Nommé rapporteur de la Commission du budget, il se révèle aux peuples étonnés comme un génie capable des plus extraordinaires conceptions. M. Merlou, devant le gouffre affreux du déficit, a haussé les épaules : le combler est un jeu pour lui. Le gouffre est de 100 millions, il y jette les 40 millions du budget des Cultes, et pour les 60 millions qui restent à trouver, ce n'est vraiment pas la peine d'en parler.

Cette façon de restaurer nos finances ne réussit pas à épurer la matière cérébrale du grand homme. Il veut de plus restaurer le prestige de l'autorité publique, et voici son moyen : « Désormais, le papier blanc ou tricolore sera réservé aux affiches émanant de l'autorité publique. »

Voilà ! C'est simple, mais il fallait le trouver, et un frémissement pensant que si M. Merlou n'avait pas été rapporteur du budget, d'aussi grandioses réformes eussent été indéfiniment ajournées.

LES HORREURS DE L'ASSISTANCE
Un journal satirique a eu l'idée de raconter par crayon quelques-uns des détails exploités à la charge de l'Assistance publique. Il est impossible d'imaginer pareilles horreurs. Signalons en particulier l'histoire du visiteur.

Une mansarde : dans un coin, un matelas éventré ; dans un autre, un poêle étroit. Auecordenté, deux lambeaux d'étoffe séchent. Une pauvre femme et trois enfants pâles et débâchés, fient des yeux avides sur la porte où apparaît M. le visiteur de l'Assistance.

Celui-ci, la canne à la main, regarde d'un œil ennuyé le tableau qui s'offre à sa vue, et, déçu, s'écrie en tournant les talons : « Pas d'électeur. Mince, alors ! j'ai grimpé six étages pour rien. »

C'est féroce. Mais, hélas ! c'est vrai. Décidément, l'altruisme produit d'autres fruits et d'autres fruits que la charité.

EFFET DE BRÈVE
Nous avons annoncé la grève des typographes de Nancy, et quelques journaux de cette ville nous arrivent aujourd'hui avec une ou deux pages en blanc.

Les autres grèves ont d'habitude pour effet de faire pousser beaucoup de papier et obligent souvent les journaux à imprimer des suppléments.

La grève des typographes produit l'effet contraire ; mais voici que s'avancent les machines à composer. Pour peu qu'on les perfectionne il suffira au rédacteur en chef d'un journal d'en connaître le fonctionnement, pour écrire, composer et imprimer lui-même sa littérature.

LE GROUPE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION LIBÉRALE

AUX FRANÇAIS !

A tous les Français qui veulent la grandeur intérieure et extérieure du pays, à tous ceux qui veulent vivre sous un régime de liberté sans licence, de progrès social sans violence.

A tous ceux qui veulent le drapeau respecté en France et à l'étranger, et l'économie pratiquée dans les finances nationales.

A tous ceux qui veulent les libertés de conscience, d'enseignement et d'association. Le Groupe parlementaire de l'ACTION LIBÉRALE adresse un pressant appel.

Jusqu'ici, le Comité s'est consacré à une œuvre d'organisation préparatoire. Aujourd'hui, l'action s'impose.

Il nous faut briser la domination d'un ministère qui se joue des plus précieuses libertés, encourage les doctrines collectivistes, et compromet la fortune nationale par des prodigalités qui mènent au déficit et à l'emprunt.

L'Action libérale réclame le concours de tous les bons Français : Concours personnel par une énergique propagande, jusqu'au jour du scrutin ; Concours financier par des souscriptions, car beaucoup d'argent est nécessaire, pour combattre avec succès le ministère qui dispose d'immenses ressources.

Tous les bons Français — toutes les Françaises aussi — tiendront à l'honneur de consacrer leur influence, leur temps, leur argent au salut du pays.

Le très large programme de notre Comité, son esprit de conciliation et d'entente, sa ferme volonté de faire œuvre durable, suffisent à garantir la bonne répartition et l'utile emploi de la souscription patriotique, dès aujourd'hui ouverte :

A notre Secrétariat général, 7, rue Las-Cases, Paris (VII^e), et aux bureaux des journaux qui voudront bien secondar notre action.

Pour la France et pour la Liberté

M. JACQUES PLOU, président.
MM. VICTOR GAT, DESJARDINS, BALSAN, FLECHON, députés, membres du bureau ; le Comité de la Commission de souscription ; DE BENOIST, DANSETTE, DUBASBOUY, DE GAUILLARD-BANCEL, DE GRANDMAISON, COMTE A. DE MONT, BARON AM. KELLE, SAVARY DE BEAUREGARD, TAILLIANDRIER, députés, membres du Comité directeur.

Nous tenons à l'honneur de nous ranger parmi les journaux résolus à seconder de tous leurs pouvoirs les efforts généraux du Groupe parlementaire d'Action libérale.

Nous dirons dans notre prochain numéro nos raisons de profonde reconnaissance envers les membres du Parlement qui, non contents d'avoir magistralement présenté en notre nom, devant le Parlement, nos revendications de liberté pour tous et d'égalité devant la loi, nous proposent de les soutenir avec nous dans le pays. Nos élus nous demandent notre concours en dévouements personnels, en énergie propagande et en argent. Aucun de ces concours ne leur fera défaut.

L'ESPIONNAGE DE L'ÉPOUSE

M. G. Montgouill écrit dans *L'Eclair* au sujet des Bèthes Montell : « L'entente, si elle est de bon, fidèle à la tâche, instruit de son importance ; tous de l'estime de tous ; la maison est bâtie des vertus familiales : économie, les ressources de son budget sont la limite de ses dépenses. Les chefs valent l'excellence de son labeur ; ils en laissent l'intégrité ; mais la femme, parfois, va à l'église. Elevée dans la foi des sœurs, les jours de grande liesse, elle vit gémissant les polites

et se mêle à la foule des croyants, dans la nef libérée. La vieille chanson burlesque qui brisa les chaînes de l'esclavage antique, chantée en son souvenir, et doucement la berce. Elle n'est ni intolérante ni fanatique ; elle grandit et s'élève si elle se fait brûlée, elle sourit de son scepticisme indulgent. Elle ne impose ni jéhennas ni pratiques : elle-même se s'abîme en sa foi que dans ces jours d'inquiétude et d'épreuve qui nous mettent en présence ou de l'irréparable ou du mystère. Ce qu'elle a conservé de l'ancien jardin mystique, ce sont les pâles roses de Noël, épanouies au chevet du nouveau-né, et le cri de honte qui s'élève d'un geste chrétien la couche d'où s'approche, tour à tour, ou l'amour ou la mort. Et c'est un crime, cette femme : c'est la tare, fonctionnaire épilé par les mouchards dont M. le préfet Montell fait son ordinaire escorté. C'est par cette amante et fidèle créature que tu es heureux — mais c'est aussi par elle que tu es suspect. Elle n'apprend point la Carmagnole à tes fils ; elle serait incapable de se mal tenir dans la synagogue où elle n'a que faire, et l'ortatoire où elle ne va pas ; dans l'église, son attitude est décente, et peut-être même, quelque respectueux des critères de civilité, voudrais-tu pour qu'elle qu'elle, fût enfançonné et grossier, ne s'y montrât point aux usages établis.

« Ses sentiments, M. le préfet Montell ne les partage pas ; et lui-même ne se soucie pas de les partager. Il les combat jusque dans les femmes des infortunés dont le pain dépend de son caprice. Il ne se cache point, et c'est par là qu'il est admirable ou que, du moins, M. Waldeck-Rousseau l'admire. Ce que trouve bon en cette tyrannie M. le président du Conseil, c'est le cynisme de son dialogue. Tels autres instruments de la politique sous laquelle la France étouffe, prête à vomir, mettez des formes, dissimulent, savent la face à lui, il est Montell avec l'impudique.

LA FIN DU CONFLIT

Il a suffi que la France montrât quelque énergie pour amener très rapidement la fin du conflit.

Pourquoi cette énergie a-t-elle été si lente à se manifester ? Si notre gouvernement avait, dès le premier jour, parlé clair et net, il eût évité à la France les iniquités de ces temps derniers et ne se serait pas donné le ridicule dont il se couvre et dont on commence à le railler non sans raison.

Il eût aussi évité les frais, peut-être considérables, de cette démonstration navale qui ne comptera pas pour une expédition. Il aurait évité encore qu'on lui reprochât d'avoir mobilisé une demi-douzaine de vaisseaux de guerre pour un conflit qui n'aurait pas duré plus de quelques semaines.

On dira qu'il avait épuisé tous les moyens de conciliation et qu'il fallait en venir à des arguments plus décisifs. Soit. Mais le monde n'a croira pas, et les Ottomans n'ont pas « l'air d'un peu chaude » qu'ils nous ont eu.

Cependant, ne réarminoisons pas. Et félicitons-nous de la solution ; le sang humain est épargné. Et l'attitude de toutes les puissances envers la France n'est pas pour nous déplaire.

Les négociations vont se poursuivre. On dit déjà qu'elles sont très actives et que dans quelques jours le règlement sera définitif.

Le gouvernement ottoman donnera toutes les satisfactions civiles : à la fois, les écoles, les hôpitaux, les institutions scolaires, en Asie-Mineure, et sur la reconstruction de la réparation des églises et des monastères détruits pendant les massacres d'Arménie.

Le bruit s'accrédite que la France et la Russie ont fixé ensemble les conditions fondamentales d'une action commune en vue de l'exécution des réformes assurées par le Sultan lors du traité de Berlin, concernant l'Arménie et les provinces européennes.

On parle aussitôt de la réunion plénière prochaine d'une Conférence européenne dans le but, non pas de réviser le traité de Berlin de 1878, mais d'assurer sa stricte exécution.

En Russie, on espère que toutes les puissances signataires de ce traité accepteront de prendre part à cette conférence qui, dans tous les cas, ne pourrait être réunie qu'au printemps de 1902.

UNE ÉCOLE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

Un arrêté de M. Millerand nomination d'une Commission
M. Millerand, ministre du Commerce, vient de signer un arrêté qui parait dans le *Journal officiel*, une Commission chargée d'étudier l'opportunité de l'établissement (en Amérique d'abord) d'une école de perfectionnement pour les jeunes ingénieurs et industriels.

Elle est ainsi composée : M. LÉON BOURGEOIS, président ; MM. BALSAN, député ; BAUDRY, président de la Société des ingénieurs civils ; BOUQUET, directeur de l'enseignement technique au ministère du Commerce ; LÉON BOURGEOIS, député ; BUNNET, directeur de l'Ecole centrale des arts et métiers ; GRANDJEAN, directeur du Conservatoire national des arts et métiers ; GUYON, président du Conseil d'administration du Crédit lyonnais ; JACQUEMART, inspecteur général de l'enseignement technique ; MASCART, membre de l'Institut ; HENRI MOLLAT, ingénieur ; PERRIER, ingénieur des arts et manufactures ; SARTIÈRE, ingénieur en chef de l'exploitation de la Compagnie des chemins de fer du Nord ; SCHNEIDER, député, sénateur de la Société du Creusot.

La Commission se réunira pour la première fois, sous la présidence de M. Millerand, jeudi prochain, 11 novembre.

Oh ! l'argent !

C'est moi, l'Argent ! Je me tapis sous le feu des jardins, au fond des bas de laine, des tiroirs, dans les dessous de fauteuil, derrière les vieux tableaux, dans les fonds d'armoires, dans les coffres-forts, et pour être plus sûr de ne pas me perdre, on me cache souvent jusqu'à l'étranger.

C'est moi, l'Argent... la chose sacrée ! On donne du pain, on donne son temps, on donne la main de sa fille, on donne sa vie... on ne donne pas son argent.

On ne dit même pas combien on en possède... on se tait sur moi... c'est un secret tombal... c'est tel celui qui a jamais dit franchement à quelqu'un : « J'ai tant... » il aurait trop peur qu'on lui en demandât.

Aussi, comme on me garde !... Allez plutôt voir chez les particuliers... Vous apercevez, dans la chambre la plus retirée, une masse brune, mystérieuse et massive, avec des signes étranges gravés dans la fer... c'est là !

Visitez les banques : derrière les grillages épais, plus serrés que ceux des tiges du Jardin des Plantes, vous verrez des hommes qui passent la main par un trou aussi petit que possible ; ils vérifient vos titres avec un œil impitoyable, et derrière ces grilles, vous en verrez une autre plus petite, plus carrée, abritant une forteresse de fer... c'est là !

Allez à la Banque de France, au Crédit lyonnais, etc... enfoncez-vous sous terre, descendez des escaliers que le moyen âge aurait enviés... poussez des portes de fer... touchez du fer... descendez encore... passez les réservoirs d'eau... les réservoirs de sable prêts à tout défendre... à tout inonder à la première alerte... passez des couloirs... descendez encore par des voies de plus en plus petites... tout à coup, dans l'ombre, vous apercevez une ville souterraine de fer... c'est là !

Je suis l'Argent ! Je suis plus que le fer ! Un officier dans sa vie a si peur... il ne donne pas son argent.

Je suis plus que la vie car je suis ce qui rend la vie belle, heureuse, enivante... quand j'apparais on bat des mains... je représente tant de joies... tant de douceurs... tant de vanités... je console de tant de choses... même de la mort ! J'ai vu des visages inondés de larmes par la perte d'être aimés, se sécher subitement devant moi, l'argent, apparaissant tout d'un coup au détour d'un tiroir... au coin d'une serviette boursée de billets bleus et qu'on n'aurait pas...

Ah ! tout ce que j'ai fait commettre ! qui dira les fautes que j'ai éclairées, qui dira mon rayonnement éclat, les crimes que j'ai paru absoudre, les vérités que j'ai semblé étouffer, les causes que j'ai perdues, les lâchetés, les silences que j'ai provoqués... les Judas que j'ai suscités !

Je suis l'Argent... s'être toujours jeuné, attirant le monde au pays des naufrages... quand on me tient, on croit tout tenir ; et subitement, la ruine, la maladie ou la mort font trébucher mon esclave au précipice banal où, depuis des siècles, j'entasse ceux qui m'aiment... ceux qui me servent... ceux qui m'indolent... ceux pour qui je suis tout... je remplace tout... Ah qui dira la déception suprême... le regard éperdu du mort sur le coffre-fort impassible... le désespoir affreux du moribond qui se dresse tout d'un coup sur son lit... « Je me meurs ! et pourtant j'ai des millions. »

Je suis l'Argent... Malheur à ceux que je possède,

INFORMATIONS DU SOIR

LE CONFLIT FRANCO-TURC

M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, a reçu Nahi bey, conseiller d'ambassade, chargé l'affaire de Turque, à qui il a fait part de la décision du Conseil des ministres de rappeler la division navale française des que l'ordre du Sultan ratifiant la décision de la Force lui serait parvenu.

D'autre part, l'agence Paris-News a reçu la dépêche suivante : Constantinople, 9 novembre. — Le Sultan a signé un décret approuvant toutes les positions de la Sublime Porte qui avaient été transmises à M. Bapci par Tewfik pachà en même temps que les traités Loranzo et Tubini.

ANGLÈTERRE
Le *Daily Graphic* espère que M. Delcassé voudra à ce que la sousmission soit complète. Il voudrait mieux rester à Mytilène jusqu'à ce que les promesses du Sultan soient exécutées. Le *Standard* dit que la France ferait preuve de modération excessive si elle retirait sa flotte avant d'avoir obtenu de bonnes garanties. Le *Daily Chronicle* espère aussi que l'ambassadeur français ne quittera pas Mytilène avant que les iraklis aient reçu un commencement d'exécution.

AUTRICHE

La *Neue Presse* fait remarquer à quel point la Porte ait avoué en laissant les choses aller aussi loin, et reconnaît que le gouvernement français a agi avec une modération exemplaire. La France rend service à la paix de l'Europe en se désistant d'attaquer de la réponse actuelle de la Turquie.

La *Neue Tagblatt* relève la loyauté des intentions de la France et la confiance témoignée par les autres puissances. L'Autriche envisage que la nécessité pour la flotte française de demeurer dans les eaux turques jusqu'à ce que le Turc ait tenu ses engagements, constitue toujours un certain danger.

La *Rechtschaffen*, organe militaire, conseille à l'Autriche d'être toujours prête pour le cas de complications en Orient.

MONT DU GRAND VEZIR
Constantinople, 9 novembre. — Le grand vezir est mort ce matin.

DEPART DE TROUPES

Toulon, 9 novembre. — Ce matin, à 7 heures, 50 hommes et 4 officiers appartenant aux 4^e et 6^e régiments coloniaux ont quitté Toulon par train spécial pour Marseille, où ils s'embarqueront sur l'*Arcté Silas* pour aller relever les troupes d'Indo-Chine.

Une musique accompagnant les soldats à la gare. La foule a fait une ovation enthousiaste. Le général Perraud, commandant la 4^e brigade coloniale, assistait au départ.

Draguignan, 9 novembre. — Le Conseil général du Var, après avoir entendu M. Flanissière, maire de Marseille, et la délégation marseillaise, a décidé l'exécution des travaux de réservoir de laud Allou (Basses-Alpes), capable d'emmagasiner une quantité de cent cinquante pour litres, en temps de pluie, à l'insuffisance du débit de la rivière le Vernon.

Beaujeu, 9 novembre. — Jeudi soir, à Pont d'Uche, 31 terrassiers de Labouvière, employés sur la ligne d'Epône à Dijon, ont sauté les chantiers des liliens et ont poursuivi cour à coups de pierres. Les liliens se sont enfuies. Les terrassiers, dont trois ont été blessés, ont brûlé les puits et les canaux. La gendarmerie de tous les lieux.

BRIÈRE EN COUR D'ASSISES

Notre correspondant particulier de Chartres nous télégraphie : Chartres, 9 novembre. 4 h. 30. M. Comby, avocat de Brière, est venu ce matin voir son client.

Le jury est averti de ne pas venir le 11. Une session extraordinaire paraît certaine. Brière, prétendant toujours être innocent, désire passer aux assises le plus tôt possible. M. Comby est resté une demi-heure avec son client. L'avocat était accompagné d'un ami.

D'après part, notre correspondant nous télégraphie de Chartres : Brière vient d'être au procureur général disant qu'il renonce à son pourvoi et demandant à être jugé le plus tôt possible.

LES VOLEURS DE BOULIS PISTOUX
On télégraphie de Lyon qu'une vaste affaire de vols de colis postaux et de petites marchandises vient d'être découverte à la gare de Lyon-France.

LE PRIX DE ROME À L'ÉLÈVE

Le président de la République et Mme Loubet ont offert ce matin un déjeuner en l'honneur des prix de Rome MM. Jacquet, Defrance, Bouchard, Hulot et Gajet.

Londres, 9 novembre. — Le *Globe* publie la dépêche suivante : New-York, 9 novembre. — Le Cabinet a, pour la première fois, dans sa réunion d'hier, choisi définitivement la route de Nicaragua pour le canal, et a rejeté la route de Panama.

LES DÉLEGUES IRLANDAIS

Boston, 9 novembre. — MM. J. Redmond, M. Hagih, et O'Donnell, membres de l'Irlande au Parlement anglais, ont reçu, tel un accueil enthousiaste.

Madrid, 9 novembre. — Le ministre des Finances ayant accepté le rapport de la Commission de la Chambre, le budget des dépenses sera augmenté de sept millions, destinés aux frais de étiage du paiement de la dette extérieure.

Un nouveau scandale est survenu, parce que la Commission considère comme insuffisante la somme inscrite pour les navires de guerre en construction.

MON NOUVEAU VICAI

Journal *Humoristique d'un vieux curé* in-8° carté 3 fr. 50. Maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris, VIII.